

Prolongation ESS Gabon déjà dans la tourmente ?

Guy-Romuald MABICKA
Libreville/Gabon

Après une première grève d'avertissement de cinq jours, qui n'a pas réussi à faire fléchir la direction générale de cette entreprise des services de catering, ses salariés, via l'Onep, ont déposé un nouveau préavis de huit jours. Ceux-ci entendent forcer leur employeur à ouvrir des discussions pour parler de leur avenir, au moment où il envisage de quitter le Gabon.

ON évoquait déjà, la semaine dernière, les risques de précarité qui guettent les employés de la société ESS Gabon, filiale de Group Compass, concernant son possible départ de notre pays. Surtout après l'expiration de la grève d'avertissement de cinq jours (du 21 au 25 novembre) observée par ces mêmes salariés.

L'histoire semble nous donner raison, avec ce nouveau préavis de huit jours déposé, le 27 novembre 2017, sur la table de la direction générale d'ESS Gabon, par l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) à laquelle est affilié le personnel de cette entreprise. Passé ce délai, les salariés pourraient observer un nouvel arrêt de travail de même durée, sur toutes les installations de la société.

Cette nouvelle menace est consécutive au mutisme observé par la direction générale d'ESS Gabon, après avoir reçu le cahier de revendications dans le cadre du premier préavis de grève du 14 novembre dernier, alors que l'Onep n'a eu de cesse d'exprimer sa volonté d'ouvrir les discussions avec la direction générale de la filiale de Group Compass.

CONVENTION D'ENTREPRISE. Les salariés réclament la mise en place du comité permanent de concertation économique et sociale dans un délai de deux semaines, à compter de la date d'expiration de leur nouveau préavis, ainsi que la tenue d'une première réunion du même



Photo : D.R.

Le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni Ambourou, devra trouver le moyen de régler la crise.

comité au plus tard 15 jours après sa mise en place.

La signature d'une convention d'entreprise dans un délai d'un mois, toujours à compter de la date d'expiration de ce préavis; la prise en charge des délégués du personnel et syndicaux lors des missions de délégation et la mise en place d'un calendrier prévisionnel des réunions réglementaires mensuelles entre l'employeur et les délégués du personnel, sur une période de 6 mois, sont les autres points posés par l'Onep. Tout comme le remboursement des sommes prélevées depuis décembre 2013, sur les primes et gratifications. Selon l'Onep, ces prélèvements sont en violation des dispositions de la circulaire n°14/MEFBP/DGI du 29 novembre 2004.

Dans le préavis de grève signé du secrétaire national adjoint de l'Onep chargé de la négociation et de la réglementation, Alain Mounquengui Oyembo, figurent deux autres points de négociation. Le premier concerne la quote-part des travailleurs dans le bonus de séparation entre Shell Gabon et le groupe Compass. Le deuxième est lié au départ imminent de Compass de notre pays, suite à la conclusion d'un règlement à l'amiable entre ESS Gabon et ses employés licenciés pour

motif économique en décembre 2015, sans l'autorisation de l'inspection spéciale du travail chargée du secteur pétrolier.

ARRIVÉE SANS PERSONNEL. Pour comprendre l'origine du problème, il faut remonter à 2013. Cette année-là, à la faveur d'un contrat international avec le groupe Shell, Group Compass, leader mondial du catering, arrive au Gabon (sans personnel) à travers sa filiale ESS.

Le contrat passé avec ESS Gabon conduit donc Shell Gabon à rompre celui qui le lie à la Sodexo, concernant les mêmes services. Cette dernière entreprise, qui vient de perdre son juteux contrat, refuse alors de céder ses employés au nouveau venu.

Il aura fallu de longues tractations avec l'Onep, Shell et l'Inspection spéciale du travail chargée du secteur pétrolier, pour arriver à convaincre les travailleurs de Sodexo de démissionner sans préavis, afin d'intégrer Group Compass dont la date d'exécution du contrat avec la compagnie anglo-néerlandaise était proche.

Aux dépens de leurs nombreuses années d'ancienneté, et au regard des promesses à eux faites par Compass, ces travailleurs



Photo : JULIE NGUIMBI

L'Onep se dit ouverte aux négociations.

venaient ainsi de sauver le contrat qui liait Group Compass à Shell, devenu Assala Energy.

La pomme de discorde ? Le non-respect par le nouveau-venu de ses promesses, notamment la mise en place d'une convention d'entreprise améliorant les avantages socioprofessionnels. Les choses ont commencé à se compliquer avec la décision de Shell de quitter le Gabon.

Le 1er novembre dernier, la passation avec le nouveau repreneur, Assala Energy s'est effectuée alors que les salariés d'ESS, dont le contrat avec Shell arrivait à échéance en juin 2018, ne sont pas fixés sur leur sort. L'Onep dénonce ainsi un subterfuge de Group Compass, qui voudrait se débarrasser des salariés sans le moindre accompagnement social.

En effet, selon une source proche de la direction d'ESS, Group Compass ne souhaiterait pas signer de contrat avec Assala Energy, sous prétexte qu'il n'aurait pas les mêmes standards et avantages que son ancien partenaire Shell Gabon. C'est pourquoi, il envisagerait un licenciement pour motif économique de ses 392 salariés, avant de quitter à son tour notre pays.

TRAVAILLEURS ANGOISÉS. Depuis environ quatre mois, les salariés, par le

biais de l'Onep, ont fait parvenir à leur direction générale des propositions pour un départ négocié. Mais c'était sans compter avec «l'arrogance et l'indifférence» des dirigeants de Group Compass, qui ne sont pas disposés à négocier.

Toute chose qui a poussé l'Onep à déposer, le 14 novembre dernier, un préavis de grève de cinq jours en guise d'avertissement auprès de la direction d'ESS Gabon. Mais la menace n'aura pas suffi à la faire plier.

La démarche de Compass devrait impacter Assala Energy avec qui il est en contrat dans les services de catering, notamment au niveau de la production. Car, en cas de grève plus longue du personnel, cela pourrait entraîner l'évacuation des sites pétroliers comme Koula et Rabi. Ce que ne souhaite pas l'Onep, qui préfère plutôt un dénouement heureux et rapide de cette crise.

Du côté de Group Compass, personne ne veut s'exprimer sur le sujet, en dépit de nos tentatives répétées. En revanche, au niveau du gouvernement, il y a une volonté de trouver une issue à ce problème qui pourrait s'avérer dramatique pour le personnel d'ESS Gabon.

En effet, le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni Ambourou, consulte régulièrement la compagnie. Néanmoins, le syndicat des employés du secteur pétrolier et des activités connexes dénonce «ses méthodes consistant à l'écartier du processus des négociations qui se veulent pourtant tripartites, c'est-à-dire avec le gouvernement, l'entreprise et le syndicat qui parle au nom des salariés.» Personne ne sait si les responsables de Group Compass vont continuer à camper sur leur position. En attendant, les salariés sont dans l'angoisse.



Photo : DR

Le départ de Shell Gabon est certainement à l'origine de ce malaise.



Photo : Vianney Madzou

Quelques membres du personnel de la compagnie ESS Gabon : l'avenir en pointillé.

Anniversaire



Ta famille te souhaite joyeux anniversaire pour tes 70 bougies et prie le Tout Puissant de te combler de ses bienfaits.